

ATELIERS SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Cet atelier traitera deux questions majeures. Premièrement, les Perspectives de l'économie mondiale et les différentes dimensions du risque. Deuxièmement, la situation actuelle et le programme de réformes financières immédiatement après le Sommet d'Antalya des 15 et 16 novembre 2015.

I - PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE

En 2015, la reprise économique mondiale se caractérise par une croissance relativement décevante et inégale. Les dernières prévisions du FMI évaluent la croissance mondiale cette année à 3,1 % – 0,3 % de moins que l'année dernière, et 0,2 % de moins que les prévisions de juillet 2015. Dans les économies avancées, l'héritage de l'essor enregistré avant la crise et de la récession qui a suivi continue de faire de l'ombre à la reprise mais la croissance reprend légèrement par rapport à 2014. Les économies émergentes, qui avaient été largement préservées de la grave crise qui a touché les économies avancées en 2008-2009, s'ajustent désormais aux taux de croissance moindres : l'activité des marchés émergents et des économies développées devrait ralentir de nouveau en 2015 après plusieurs années de ralentissement persistant.

La croissance globale médiocre en 2015 ne doit pas être interprétée comme annonciatrice d'un niveau de croissance aussi faible pour 2016 : les prévisions de croissance du FMI pour 2016 sont de 3,6 % pour le monde (+0,5 % de plus que cette année), 2,2 % pour les économies avancées (+0,2 % de plus) et 4,5 % pour les économies émergentes et en développement (+0,5 % de plus qu'en 2015).

La croissance resterait toutefois décevante et inégale et les risques nombreux à l'échelle globale : l'héritage de la crise dans certaines économies avancées, notamment un degré élevé d'endettement public et privé ; des faiblesses dans plusieurs marchés émergents avec des déficits intérieurs significatifs et une augmentation de la dette ; des rééquilibrages économiques à grande échelle en Chine ; un repli marqué des prix du pétrole et des marchandises ; et enfin, un degré élevé de volatilité des marchés financiers.

L'atelier se concentrera sur plusieurs questions qui méritent l'attention de la communauté internationale, notamment mais non exclusivement :

- Quelles sont les causes sous-jacentes de la diminution apparente de croissance de la « productivité globale des facteurs » et de la productivité du travail, observée dans de nombreuses économies ?
- Existe-t-il un réel danger de « stagnation séculaire » dans les économies avancées, y compris aux États-Unis ? Quelles sont les multiples dimensions d'une telle stagnation si celle-ci est confirmée ?
- En Europe, notamment dans la zone Euro, on observe une absence générale de demande intérieure, révélée notamment par un excédent significatif des comptes courants et un niveau d'inflation faible. Quels sont les moyens appropriés (fiscal, PPP, investissements dans les infrastructures, nouveau contrat social dans certains pays) pour activer la demande intérieure et contrer la faible inflation afin de compléter la politique monétaire de la BCE ?
- Quelles sont les conséquences à court et moyen terme de la persistance de prix faibles pour le pétrole et les marchandises ?
- L'augmentation (probable) des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine est-elle déjà pleinement prise en compte aux États-Unis et sur les marchés financiers mondiaux ?

- Existe-t-il un risque que certaines des tensions géopolitiques fortes à l'heure actuelle – notamment en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est – ne s'internationalisent et aient un impact significatif sur l'économie mondiale dans son ensemble ?

II – REFORME FINANCIERE : PROGRES REALISES ET PLAN DE TRAVAIL

Depuis le premier engagement du G20 de réformer en profondeur le système financier global, de nombreux progrès ont été réalisés. Fait remarquable, toutes ces mesures sont aujourd'hui préparées et décidées par la Communauté internationale dans son ensemble, y compris les économies émergentes systémiques (nouvelle composition inclusive du Comité de Bâle, Conseil de stabilité financière et G20) et pas seulement par les économies avancées, comme c'était le cas avant la crise (ancien format restreint du Comité de Bâle, G10, G7).

L'atelier pourrait se concentrer entre autres sur cinq questions qui revêtent une importance particulière :

- En finir avec le principe du trop gros pour faire faillite. C'est assurément l'une des mesures les plus décisives proposées pour le sommet d'Antalya. Les différentes évaluations de la capacité totale d'absorption des pertes pour les banques systémiques devraient normalement être finalisées par le Sommet. Autre question associée, la fin du principe de trop gros pour faire faillite des institutions et entités financières autres que les banques. En ce qui concerne les assurances, l'IAIS (Association internationale des superviseurs d'assurance) est en passe de finaliser des exigences d'absorption des pertes plus élevées pour les assureurs systémiques. Des progrès restent toutefois à accomplir pour identifier les institutions systémiques « hors banques - hors assurances ».
- Poursuivre les réformes du marché des produits dérivés de gré à gré et renforcer la capacité de résistance des Chambres de compensation centrale. De réels progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'adoption de réglementations et de régulations pour les exigences plus élevées en matière de fonds propres, pour les produits dérivés non compensés de manière centrale et pour les exigences de reporting commercial. Beaucoup reste à faire pour garantir que les Chambres de compensation centrale des transactions de produits dérivés de gré à gré ne sont elles-mêmes pas trop grosses pour faire faillite mais au contraire solides et résistantes. Il est également nécessaire d'œuvrer activement dans le domaine de la planification de la reprise et de la résolvabilité.
- Finances fondées sur le marché La menace d'ajustements désordonnés sur les marchés financiers perdure, en tenant compte de la déconnexion entre la prise de risque sur les marchés financiers et les développements de l'économie réelle. Il est par conséquent essentiel de remédier aux vulnérabilités sur le marché des capitaux et les activités de gestion d'actifs, tant à court terme qu'à plus long terme. L'enjeu est de concevoir les outils politiques complémentaires destinés à réduire les risques systémiques émanant des gestionnaires d'actifs hors banques et hors assurances.
- Risques de mauvaise conduite Sur cette question essentielle, les orientations actuelles du Conseil de stabilité financière et de la communauté internationale sont triples : renforcer les éléments dissuasifs de mauvaise conduite ; concevoir des référentiels et améliorer les normes mondiales de bonne conduite sur plusieurs marchés (revenu fixe, marchandises et devises) ; suppression possible des activités bancaires correspondantes.

Un document publié récemment par le G30 souligne la dimension culturelle de la lutte contre les mauvaises conduites : dans plusieurs institutions financières, une mutation importante des comportements et de la culture d'entreprise en faveur des valeurs d'éthique et d'intégrité, est essentielle.

- Préserver un terrain de jeu international Empêcher les arbitrages réglementaires, la segmentation et/ou la renationalisation du système mondial est plus important que jamais. Pour préserver un terrain de jeu équitable ouvert, la régulation doit couvrir de manière exhaustive les marchés financiers mondiaux et les institutions, tout en évitant les conflits, les incohérences et les écarts entre les régimes.